

*Ajournement*

J'ai signalé en outre que l'endettement des étudiants était incroyable et qu'il se pourrait très bien que certains soient incapables de rembourser leurs dettes. J'ai souligné également qu'il y avait des listes d'attente pouvant aller jusqu'à deux ans. Les gens devaient attendre deux ans pour profiter de certains programmes de formation. Il y avait à ce moment-là des milliers d'étudiants qui n'avaient pas de véritable emploi. Les quelques rares emplois offerts étaient à court terme, ils étaient mal rémunérés et ne menaient nulle part. Ils ne contribuaient que très peu à l'apprentissage, à l'éducation, à la formation ou au recyclage des intéressés. J'ai jugé que c'était tout à fait déplorable.

Cette journée-là, je me rappelle très bien que nous ne parlions pas simplement de listes d'attente de deux ans, mais également du cas d'une université, à Winnipeg, où 300 personnes allaient, semble-t-il, perdre leur emploi. Je voulais souligner au ministre et je souhaitais qu'il comprenne que des conditions de ce genre sont vraiment démoralisantes. Elles détruisent nos villes, nos provinces et notre pays. J'ai donc posé la question suivante au ministre: Pourquoi le gouvernement a-t-il permis qu'une telle situation se produise?

En réponse, le ministre m'a dit que son gouvernement comptait sur l'initiative de la prospérité pour remédier à la situation. Ce que le ministre n'a pas compris, c'est qu'il y a des problèmes qui doivent être réglés immédiatement. Lorsqu'il y a un incendie, ce n'est pas le moment de planifier comment on va sortir ni à quel moment. On aurait dû le faire auparavant. On sort, un point c'est tout. Il faut s'assurer ensuite que cela ne se reproduise pas.

Des besoins bien réels se posent. Il y a des gens sans emploi, les frais de scolarité augmentent et l'endettement des intéressés monte en flèche. Or, que faisait le ministre? Il comptait sur l'initiative de la prospérité. Il nous a ensuite invités à coopérer.

[Français]

Eh bien, je veux bien coopérer. . . Et puis je lui ai donné tellement d'idées que je ne comprends pas pourquoi il n'a rien fait, rien fait du tout, six mois après cette intervention.

[Traduction]

Voici certaines de mes propositions. J'ai recommandé de supprimer la taxe de 3 p. 100 sur les prêts étudiants qui s'adressent aux étudiants les plus démunis. J'ai dit qu'on

ne devait pas également accroître de six mois la période portant intérêt sur les prêts étudiants. J'ai ajouté qu'il fallait éliminer la TPS sur les livres et les ouvrages. C'était là une occasion en or que le gouvernement avait, et il n'en a pas profité.

J'ai déclaré qu'il fallait s'assurer d'offrir de bons emplois d'été à ces jeunes afin qu'ils puissent financer leur éducation et contribuer ensuite à l'essor de notre société. J'ai invité le gouvernement à cesser de sabrer dans l'éducation, la formation, le recyclage, la recherche et le développement. Je l'ai exhorté à se rendre compte de la réalité immédiatement. Six mois plus tard, rien n'a été fait. Nous comptons toujours sur l'initiative de la prospérité, et l'avenir s'annonce mal.

• (1810)

**M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre du Travail):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je vais répondre au député de Saint-Boniface.

Le ministre d'État à la Jeunesse sait fort bien que l'été dernier et toute l'année dernière ont été difficiles pour les Canadiens, jeunes et moins jeunes.

Je puis assurer au député que le gouvernement tient à ce qu'il soit clair qu'il a pour objectif d'aider tous les jeunes Canadiens s'il le peut, aussi bien ceux qui accèdent à l'enseignement supérieur que ceux qui doivent retourner à l'école secondaire pour obtenir un diplôme.

Nous pourrions énumérer une multitude de programmes, mais je voudrais rappeler au député quelques-uns de ceux qui étaient en place l'été dernier. Les chiffres ne sont pas encore disponibles, mais le gouvernement estime qu'environ 52 000 étudiants ont profité de programmes d'emplois d'été subventionnés. Le député le sait peut-être, mais quelque 83 millions ont été dépensés un peu partout au Canada l'été dernier dans le cadre du programme EEET. Il s'agit de 3 millions de plus que l'an dernier.

Cette année encore, les fonds de ce programme accordés dans certaines régions ont été augmentés pour tenir compte de l'évolution du marché du travail. Je sais qu'ils ont été augmentés dans ma circonscription; ils l'ont probablement été dans celle du député aussi. L'an dernier, les fonds ont été triplés dans l'agglomération torontoise à cause de l'état du marché du travail dans la région.

Le programme Initiatives Jeunesse a permis d'accorder un financement de 211 millions de dollars en